



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1990/48/Add.1
17 novembre 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-sixième session
Point 28 de l'ordre du jour

**ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION
DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES**

Note du Secrétaire général

Additif

1. Conformément aux résolutions pertinentes du Conseil économique et social, et en particulier à la résolution 1986/35, la Commission des droits de l'homme est appelée, à sa quarante-sixième session, à élire la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, leurs suppléants, dont le mandat expirera au bout de deux ans, selon la formule suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique, trois membres parmi les Etats d'Asie, un membre parmi les Etats d'Europe orientale, trois membres parmi les Etats d'Amérique latine, et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.
2. Dans le document E/CN.4/1990/48, le Secrétaire général informait la Commission des candidatures de membres et de suppléants reçues à la date du 23 octobre 1989. Ce document contenait également les curriculum vitae des candidats, tels que parvenus au secrétariat.
3. D'autres candidatures et curriculum vitae ayant été reçus depuis cette date, on trouvera ci-après la liste des candidatures à la Sous-Commission mise à jour au 20 novembre 1989, ainsi que les curriculum vitae qui ne figuraient pas dans le document E/CN.4/1990/48 ou qui ont été reçus depuis le 23 octobre 1989 (voir l'annexe).
4. Les communications et candidatures reçues après la date du présent document seront reproduites dans des additifs.

5. La liste des candidatures, mise à jour au 20 novembre 1989, s'établit comme suit :

ETATS D'AFRIQUE

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Algérie	Mme Fatima Ksentini***	Mme Farida Aiouaze ***
Burundi	M. Laurent Nzeyimana *	
Gambie	M. Hassan Jallow *	
Nigéria	Mme Judith Attah *	Mme Christy Mbonu *
République centrafricaine	Mme Thérèse Dejean *	M. Zacharie N'Douba *
Sénégal	M. El Hadj Guisse ***	M. Ndary Toure ***
Tchad	M. Nainla Ngarry-Mbailao *	M. Guele Djankouman *
Togo	M. Yawovi Agboyibo **	M. Aboudou Assouma **

ETATS D'ASIE

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Chine	M. Tian Jin **	M. Zhan Daode **
Inde	M. Murlidhar Bhandare *	
Iran	M. Mohammad-Javad Zarif **	
Jordanie	M. Awn Shawkat Al-Khasawneh *	M. Waleed Sadi *

ETATS D'EUROPE ORIENTALE

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Union des Républiques socialistes soviétiques	M. Stanislav Chernichenko *	M. Teimuraz Ramishvili *

ETATS D'AMERIQUE LATINE

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Argentine	M. Leandro Despouy *	
Brésil	M. Gilberto Vergne Saboia *	Mme Marília Sardenberg Zelner Gonçalves *
Costa Rica	M. Luis Varela Quirós *	M. Jorge Rhenán Segura
*		
Mexique	M. Claude Heller *	M. Héctor Fix Zamudio *
Panama	M. Oscar Ceville *	Mme Mirta Saavedra *

ETATS D'EUROPE OCCIDENTALE ET AUTRES ETATS

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Espagne	M. Eugenio Gay Montalvo *	M. José Manuel Bandrés Sanchez-Cruzat *
France	M. Louis Joinet *	M. Alain Pellet **
Grèce	Mme Erica-Irene Daes **	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Mme Claire Palley *	

* Voir le curriculum vitae dans l'annexe du document E/CN.4/1990/48.

** Voir le curriculum vitae dans l'annexe du présent document.

*** Le curriculum vitae n'est pas encore parvenu au secrétariat et fera l'objet d'un additif.

Annexe

CURRICULUM VITAE

M. TIAN JIN (Expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement chinois)

NOM : Tian Jin
DATE DE NAISSANCE : 15 août 1924
LIEU DE NAISSANCE : Shangai (République populaire de Chine)
PROFESSION : Diplômé
ETUDES : Diplômé de St Johns University (histoire et littérature anglaises, 1941-1945)

FONCTIONS EXERCEES :

- 1955-1956 : Sous-Chef de service au Département des organisations et conférences internationales, Ministère des affaires étrangères
- 1956-1963 : Deuxième Secrétaire à l'ambassade de Chine en Afghanistan
- 1963-1972 : Commissaire général du Ministère des affaires étrangères
- 1972-1978 : Chef de division au Département des organisations et conférences internationales, Ministère des affaires étrangères
- 1978-1981 : Directeur adjoint du Département des organisations et conférences internationales, Ministère des affaires étrangères
- 1981-1983 : Représentant adjoint, avec rang de Ministre, de la République populaire de Chine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales siégeant en Suisse
- 1983-1987 : Ambassadeur de la République populaire de Chine en Suisse (expert des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères)
- 1988-1989 : Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- 1987- : Chargé de recherche au Centre chinois pour les études internationales

CONFERENCES :

- 1963 : Conférence internationale de la Croix-Rouge
(centième anniversaire du Mouvement de la Croix-Rouge)
- 1973 : Réunion d'experts sur la Convention pour l'interdiction
ou la limitation de l'utilisation de certaines armes
conventionnelles
- 1974 : Session annuelle de la CESAP
Conférence internationale de la Croix-Rouge
Conférence internationale de droit humanitaire
- 1975 : Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- 1975, 1978,
1980 : Sessions annuelles de l'Assemblée générale
des Nations Unies (Quatrième et Sixième Commissions)
- 1976 : Conférence générale de l'UNESCO
- 1981-1983 : Sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme
des Nations Unies
- 1982 : Session annuelle de la Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et de la protection des
minorités (observateur)
- Conférence du désarmement à Genève (chef de délégation)
- Session du Conseil économique et social des Nations Unies
(chef de délégation)
- Conférence internationale du travail
- 1988, 1989 : Sessions de la Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et de la protection
des minorités (membre)

PUBLICATIONS :

- 1987 : Article sur les organisations internationales et la Chine
- 1988 : Article sur le développement de l'action internationale
pour les droits de l'homme et sur certaines questions
controversées
- 1989 : Article sur l'histoire et la situation actuelle du Tibet

LANGUES

PRATIQUEES : Chinois, anglais

M. ZHAN DAODE (Suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement chinois)

NOM : Zhan Daode
DATE DE NAISSANCE : 1er juillet 1938
LIEU DE NAISSANCE : Bangkok (Thaïlande)
PROFESSION : Diplomate
ETUDES : Diplômé du Département d'anglais de l'Université d'Amoy,
province de Fujian (août 1963)

FONCTIONS EXERCEES :

1963-1964 : Membre du Département d'Asie et d'Afrique, Ministère
des affaires étrangères
1964-1967 : Interprète à l'ambassade de Chine en Ouganda
1967-1980 : Membre du Département d'Afrique, Ministère des affaires
étrangères
1980-1982 : Deuxième Secrétaire à l'ambassade de Chine en Zambie
1982-1984 : Premier Secrétaire à l'ambassade de Chine en Zambie
1984-1987 : Conseiller à l'ambassade de Chine en Zambie
1988-1989 : Conseiller au Département d'Amérique du Nord
et d'Océanie, Ministère des affaires étrangères
1989- : Conseiller au Département des organisations et
conférences internationales, Ministère des affaires
étrangères

LANGUES

PRATIQUEES : Chinois, anglais, français

M. ALAIN PELLET (suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement français)

Agrégé des Facultés de droit

Professeur à l'Université de Paris nord et à l'Institut d'études politiques de Paris

Né le 2 janvier 1947 à Paris (XVI)

Situation de famille : marié, 4 enfants

Adresse : 16, av. Alph. de Neuville, 92380 GARCHES (France)

Tél : (1) 47 41 05 25

ETUDES SUPERIEURES :

Agrégation de droit public et de sciences politiques (1974)

Doctorat d'Etat de droit public (1974) (Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris. Thèse : "Recherche sur les principes généraux de droit en droit international public")

DES de droit public (1969)

DES de sciences politiques (1969)

Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (1968) (Section du service public)

LANGUES ETRANGERES :

- Anglais : lu et parlé (bien), écrit
- Italien : lu et parlé (mal)

FONCTIONS EXERCEES :

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris nord depuis le 1er janvier 1975 (détaché auprès de l'Université de Constantine, Algérie, jusqu'au 15 septembre 1977)

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po) depuis 1980

Auparavant : Assistant de droit public à la Faculté de droit de Paris (1968) puis à l'Université de Paris II. Chargé de séminaire (1970), puis maître de conférences (1972) à l'IEP

Cours ou conférences dans de nombreuses universités françaises et étrangères [notamment à l'Ecole nationale d'administration (Paris), à Ecole nationale d'administration (Alger), et aux Universités de Paris II, Paris V (René Descartes), Paris X (Nanterre), Alger, Bangkok (Université Thammasat), des Antilles et de la Guyane, du Bénin (Cotonou), de Rabat, Casablanca, Damas, Coventry (Warwick University), Londres (University College), Maurice, au Centre des relations extérieures de Dar-es-Salaam, etc.]. Chargé des séminaires en langue française à l'Académie de droit international de La Haye (1985). Etc.

ACTIVITES DIVERSES :

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'ONU (depuis 1983)

Conseiller du représentant de la France au Comité d'experts gouvernementaux de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur le droit au développement (1981)

Expert gouvernemental au Congrès de l'UNESCO sur l'éducation pour le désarmement (1980). Consultant sur le même sujet

A la Cour internationale de Justice :

- Conseil de la République française dans l'affaire de la Demande de reformation du jugement No 273 du TANU (affaire Mortished; avis consultatif du 20 juillet 1982)
- Conseil et avocat du Burkina Faso dans l'affaire du Différend frontalier (arrêt du 22 décembre 1986)
- Conseil et avocat du Nicaragua dans les affaires des Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (arrêts des 26 novembre 1984 et 27 juin 1986) et des Actions armées frontalières et transfrontalières (arrêt du 20 décembre 1988)

Consultant de nombreuses administrations françaises et étrangères (notamment des Ministères français des affaires étrangères et de la défense nationale), de diverses organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales (notamment UNESCO, organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA) et de plusieurs associations de fonctionnaires internationaux)

RECHERCHES ET TRAVAUX :

Ouvrages :

Droit international public (avec NGUYEN QUOC Dinn et P. DAILLIER), LGDJ, Paris, 3ème éd. 1987, 1109 p., 4ème éd. en préparation

Répertoire de la jurisprudence des tribunaux administratifs internationaux, FICSA/ONU, tome I : Le droit applicable, 1988, 528 p.; tome II : Le droit procédural, 1304 p.; tome III : Le droit substantiel, en préparation

Le droit international du développement, PUF, collection "Que sais-je", No 1731, 2ème éd., 1987, 128 p. - traduction en japonais, 1989

La Charte des Nations Unies (commentaire article par article) (direction avec Jean-Pierre COT), Economica, Paris, 1985, XVI-1553 p.; ouvrage couronné par l'Institut de France; 2ème édition et traductions en anglais et en japonais en cours

Le cadre juridique de la vie économique internationale, cours polycopié IEP Paris, 1981-1982, mise à jour 1982-1983

Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux, Pédone, Paris, 1982, 202 p.

Droit international public, PUF, Memento Trémis, Paris, 1981, 154 p.

Les forces régionales de maintien de la paix (direction), FNED, Paris, dossier No 3, 249 p.

Principaux articles :

- Protection internationale des droits de l'homme :

"La mise en oeuvre des normes internationales de droits de l'homme", à paraître in CEDIN, La France et les droits de l'homme, Montchrestien, Paris, 1990

"The Functions of the Right to Development - A Right to Self-Realization", Third World Legal Studies, 1984, p. 129 à 139

"Qui a peur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?", Critique socialiste, 1984, p. 89 à 104

"Le droit au développement - un nouveau droit de l'homme ?" in M. FLORY éd., La formation des normes en droit international du développement, CNRS, Paris, p. 71 à 85

"La reconnaissance par la France du droit de requête individuelle devant la Commission européenne des droits de l'homme", Revue du droit public et de la science politique, 1981, p. 69 à 103

"La ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme", ibid., 1974, p. 1319 à 1379

- Autres articles récents :

"Le glaive et la balance - Remarques sur le rôle de la Cour internationale de Justice en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales", in International Law at a Time of Perplexity (Mélanges ROSENNE), Mijhoff, Al....., 1989, p. 539 à 566

"La destruction de Troie n'aura pas lieu - Il n'y a qu'un critère de mise en oeuvre du droit de l'occupation de guerre : le respect des droits souverains du peuple occupé", Pal.Yb.I.L., 1987-1988, p. 44 à 84

"Contre la tyrannie de la ligne droite - Aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement", cours à l'Institut de droit international de Thessalonique, 1988, à paraître in Thesaurus Acroasium, vol. XV

"A New International Legal Order ? What Legal Tools for What Changes ?", in F. SHYDER and P. SLINN eds., International Law of Development - A Comparative Perspective, Professional Books, Abingdon, 1987, p. 117 à 135

"La carrière des fonctionnaires internationaux" in Société française pour le droit international, Les agents internationaux, Pédone, Paris, 1985, p. 143 à 191

"Le bon droit et l'ivraie - plaidoyer pour l'ivraie (Remarques sur quelques problèmes de méthode en droit international du développement)", in Mélanges Charles CHAUMONT, Pédone, Paris, 1984, p. 465 à 493.

Etc.

Mme ERICA-IRENE A. DAES (Expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement grec)

NATIONALITE : Grecque

SITUATION DE FAMILLE : Veuve d'Asterios A. Daes (ancien Président de la Cour suprême de vérification des comptes de la Grèce, ancien Ministre des finances, ancien Ministre des communications et des transports)

ADRESSE PERMANENTE : 15, Ioanninon Street (P.O. Box 51050)
Kifissia, 145 62 Athènes (Grèce)
Tél. : (0301) 8019-548

ETUDES : Maîtrise de l'Université d'Athènes - Faculté de droit et Faculté de sciences politiques et économiques

Doctorat de l'Université d'Athènes

Etudes post-universitaires à l'Université de Cambridge, à l'Université de Londres (University College), et à l'Académie de droit international de La Haye

ACTIVITES PROFESSIONNELLES :

1946 - 1948 : Administratrice de la Section grecque du World Student Fund

1949 - 1950 : Administratrice principale et responsable du service financier du sanatorium Penteli pour étudiants des universités et autres établissements d'enseignement supérieur de Grèce

1950 - 1952 : Administratrice principale au Ministère de la santé et de l'aide sociale

1952 - 1968 : Entreprise publique d'électricité

- Conseiller juridique

- Chef du service des expropriations et du service des achats d'entreprises électriques privées

AUTRES ACTIVITES : Membre des comités du Ministère de la justice chargés d'élaborer des projets de lois fondamentales, des textes législatifs, etc.

Membre fondateur et Secrétaire générale de l'Association Panhellenique des femmes du parti libéral grec

Depuis 1980 : Secrétaire générale de l'Association hellénique pour les Nations Unies

Vice-Présidente et membre du Comité exécutif de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU)

Chef ou membre de délégations ou de missions grecques auprès de conférences, congrès et colloques internationaux et de consultations mondiales

Membre de diverses associations et sociétés professionnelles et scientifiques

ACTIVITES AU SEIN DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :

Depuis 1965 : Représentante de la Grèce aux Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale à sa vingt et unième session

Représentante de la Grèce à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale aux vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième, trente et unième, trente-deuxième, trente-troisième, trente-quatrième, trente-cinquième et trente-sixième sessions

Vice-Présidente de la Troisième Commission de l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session

Membre de plusieurs groupes de travail établis par la Troisième Commission en vue de l'élaboration d'un projet de dispositions pour la mise en oeuvre des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

Membre de la Commission du développement social (quatorzième, quinzième et seizième sessions).
Membre du Groupe de travail chargé de rédiger le texte de la déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social

Représentante de la Grèce au Comité social du Conseil économique et social et aux séances plénières de celui-ci lors de quatre sessions

Membre de la Commission de la condition de la femme, du Conseil économique et social

Présidente du Groupe de travail chargé d'élaborer le Programme des Nations Unies pour l'Année internationale de la femme

- 1979 : Membre de la délégation grecque à la vingtième session de la Conférence générale de l'UNESCO (Paris)
- Depuis 1975 : Membre et Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- Membre du Groupe de travail chargé d'étudier les aspects juridiques, politiques, économiques, sociaux et culturels du droit à l'autodétermination
- Présidente du Groupe de travail qui a élaboré le programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale
- Vice-Présidente de la vingt-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- A participé au cycle d'études des Nations Unies sur la mise en oeuvre des droits économiques et sociaux (Varsovie, Pologne)
- A participé au cycle d'études des Nations Unies sur les problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement (Nicosie, Chypre)
- A participé au Séminaire des Nations Unies sur les institutions nationales et locales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Genève)
- A participé au Séminaire de l'UNESCO sur l'enseignement des droits de l'homme (Sofia, Bulgarie)
- Présidente de la trente-sixième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités
- Depuis 1985 : Présidente et Rapporteur du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones
- Depuis 1986 : Professeur invité à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie)
- Depuis octobre 1988 : Expert auprès de la Consultation mondiale des Nations Unies sur le racisme et la discrimination raciale
- Depuis novembre 1988 : Participe en tant que conférencière au stage de formation sur l'administration de la justice et les droits de l'homme organisé par les Nations Unies à l'intention des pays d'Europe orientale (Moscou, URSS)

- Janvier 1989 : Représentante du Groupe de travail des Nations Unies sur les populations autochtones au Séminaire des Nations Unies sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre populations autochtones et Etats
- Septembre 1989 : Présidente du Séminaire des Nations Unies sur le dialogue culturel entre les pays d'origine et les pays d'accueil des travailleurs migrants, organisé à Athènes (Grèce)
- Octobre 1989 : Vice-Présidente de la trente-deuxième Assemblée plénière de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, tenue à Moscou (URSS)

ENSEIGNEMENT
ET CONFERENCES :

Conférences sur des questions de droit international, ou se rapportant aux relations internationales ou aux droits de l'homme, et concernant en particulier la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Déclaration et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la protection des minorités, les relations internationales, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, le rôle et l'avenir de l'Organisation des Nations Unies, le maintien de la paix et de la sécurité mondiales, les droits et obligations des femmes en droit comparé contemporain, le droit applicable dans les conflits armés, le rôle des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et les résultats qu'elles ont à leur actif, etc., prononcées à l'Université du Minnesota, à l'University College de l'Université de Londres, à l'Université des Territoires du Nord, à l'Institut universitaire européen, etc.

PUBLICATIONS :

Divers ouvrages. Articles et critiques de livres parus dans des revues, bulletins et journaux de droit grecs et étrangers, et concernant en particulier la Charte des Nations Unies, le droit international, les droits de l'homme, les droits économiques et le développement, l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid, la protection des minorités et la protection des peuples autochtones

ETUDES REALISEES POUR LE COMPTE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : Etude intitulée "Les devoirs de l'individu envers la communauté, et les limitations des droits et libertés de l'homme en vertu de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme" (Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.XIV-1/1983)

"Les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique - Directives, principes et garanties pour la protection des personnes détenues pour maladie mentale ou souffrant de troubles mentaux"
(document E/CN.4/Sub.2/1983/17 et Add.1)

"Condition de l'individu et droit international contemporain" (E/CN.4/Sub.2/1989/40)

Première version révisée du Projet de déclaration universelle sur les droits des peuples autochtones
(E/CN.4/Sub.2/1989/33)

DISTINCTIONS :

1945 : Distinction décernée par le Quartier général des forces alliées du Moyen-Orient pour "services rendus à la cause de la libération de l'Europe" en qualité de membre actif du mouvement de libération nationale dans l'île de Crète au cours de la seconde guerre mondiale

Distinction conférée par le Ministre de la Défense nationale (Décision ministérielle No 483/72/863889) au titre de combattante de la liberté (Dossier 123866) pendant la seconde guerre mondiale

REMERCIEMENTS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : Le Président de l'Assemblée générale (Son Excellence M. Stanislaw Trepczynski, Pologne) a rendu un vibrant hommage à Mme Daes "pour l'aide généreuse et le précieux concours qu'elle a apportés à la conduite efficace des débats de la vingt-septième session de l'Assemblée générale"

M. MOHAMMAD-JAVAD ZARIF (Expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement iranien)

ETUDES :

- 1982 : Maîtrise en relations internationales - San Francisco State University
- 1985 : Maîtrise en droit international et politique internationale - Graduate School of International Studies, University of Denver
- 1988 : Doctorat en droit international et politique internationale - Graduate School of International Studies, University of Denver

ENSEIGNEMENT :

- 1988-1989 : Ecole des relations internationales, à Téhéran

FONCTIONS DIPLOMATIQUES :

- 1982-1987 : Conseiller à la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies
- 1987-1988 : Conseiller et chargé d'affaires à la Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies
- Représentant de la République islamique d'Iran à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 1988-1989 : Conseiller du Ministère des affaires étrangères
- 1989 : Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

PUBLICATIONS :

La légitime défense préventive en droit international

Iranian Journal of International Affairs, printemps de 1989 : L'universalité de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Iranian Journal of International Affairs (à paraître) : Les droits de l'homme et la politique étrangère américaine

Iranian Journal of International Affairs (à paraître)

SITUATION

DE FAMILLE : Marié, père de 2 enfants

M. YAWOVI AGBOYIBO (Expert)

(Candidature proposée par le Gouvernement togolais)

NOM : AGBOYIBO
PRENOM : Yawovi
NE LE : 1er janvier 1943

DIPLOMES :
- D.E.A. de droit privé (diplôme d'études approfondies)
- Licence en lettres modernes
- Baccalauréat en philosophie

PROFESSION :
- Avocat
- Bâtonnier de l'Ordre des avocats du Togo

CHARGES D'ETAT :
Député à l'Assemblée nationale

TRAVAUX :
Contribution à l'Encyclopédie juridique pour l'Afrique

EXPERIENCE EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME :
- Président de la Commission togolaise des droits de l'homme
- Membre du Comité des droits de l'homme de l'Union interparlementaire
- Représentant du Togo à la quarante-troisième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1987)
- Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1988-1989)

DISTINCTION HONORIFIQUE :
Officier de l'Ordre du Mono

SITUATION DE FAMILLE :
Marié, père de famille

M. ABOUDOU ASSOUMA (Suppléant)

(Candidature proposée par le Gouvernement togolais)

Né le 1er janvier 1945, à Lama-Kara (Togo)

Marié, père de 3 enfants

- Etudes supérieures à la Faculté de droit et de sciences économiques de Toulon (France)
- Licence en droit en 1975 (option professions judiciaires)
- Ecole nationale de la magistrature, Paris
- Diplômé de cette école en juin 1977, je regagnai mon pays en septembre de la même année pour embrasser la profession de magistrat
- Je fus nommé le 10 septembre 1977 juge d'instruction près le Tribunal de première instance de Lomé jusqu'au 9 février 1981
- Le 9 février 1981, j'ai été nommé premier substitut du procureur de la République jusqu'au 8 novembre 1988
- Le 8 novembre 1988, j'ai été nommé procureur de la République près le Tribunal de première instance de Lomé, poste que j'occupe jusqu'à ce jour

AUTRES ACTIVITES :

- Parallèlement à mes fonctions, je dispense les cours de droit pénal à l'Ecole nationale d'administration
- Je dispense également les cours de droit pénal à l'Institut africain d'administration et d'études comparatives
- J'assure à l'Ecole africaine et mauricienne d'architecture et d'urbanisme des cours de droit administratif
- Du 7 janvier au 8 mars 1985, j'ai suivi à l'Institut international d'administration publique de Paris la session de perfectionnement en contentieux, sanctionnée par le Brevet de perfectionnement
- Courant juillet 1988, j'ai participé à la seizième session de formation intensive à l'enseignement dans les universités et à la recherche en matière de droits de l'homme qui a eu lieu au Centre international pour l'enseignement des droits de l'homme de Paris
- Pendant la même période, j'ai également participé à la dix-neuvième session d'enseignement des droits de l'homme qui a eu lieu à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France)

- J'ai participé en tant que délégué ou expert à de multiples réunions à caractère multilatéral dans divers domaines : social, économique et humanitaire, notamment dans les conventions quadripartites (Togo - Bénin - Nigéria - Ghana) sur le trafic de drogues, les textiles, les armes, ainsi que sur les traités d'extradition
 - De 1986 à 1989, j'ai été membre de la délégation togolaise aux quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève
 - De 1987 à 1989, membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en tant qu'expert suppléant
 - Je suis actuellement le premier vice-président de la Commission nationale des droits de l'homme à Lomé
-